

En avril, la question du Sahara marocain figure traditionnellement sur l'agenda du Conseil de sécurité. Cette année il faut signaler plusieurs évolutions majeures :

- L'ONU a un nouveau secrétaire général, Antonio Guterres, qui est un homme déterminé et volontaire.
- Il y aura un nouvel émissaire des Nations unies à la suite de la démission de Christopher Ross,
- Il y a également une nouvelle donne avec le retour du Maroc au sein de l'Union africaine et le soutien d'une majorité de membres à Rabat.

C'est dans ce contexte que M. Guterres a remis son rapport annuel, le lundi 10 avril 2017. Ce rapporta appelle deux remarques :

1. On voit que M. Guterres est très irrité contre la provocation du Polisario (donc de l'Algérie) dans la région au sud de Guerguerat au Sahara marocain, en violation de l'accord de cessez-le feu de 1991. M. Guterres souligne que ces provocations se poursuivent encore malgré les « protestations » du Maroc. En fait la crise de Guerguerat occupe une bonne part du rapport car le secrétaire général de l'ONU est préoccupé par l'activisme algéro-polisario. En revanche, le SG reconnaît les efforts et la bonne volonté du Maroc.
2. Sur le fond le rapport est marqué par la prudence, ce qui est normal puisqu'Antonio Guterres a pris ses fonctions récemment. Mais on peut noter que c'est un sujet qu'il connaît bien le sujet, notamment la situation scandaleuse dans les camps de Tindouf car il a été haut-commissaire aux réfugiés

Dans son rapport, le secrétaire général de l'ONU invite le Conseil de sécurité à prolonger, pour une année supplémentaire, le mandat de la Minurso, en l'état et avec le même mandat (comme me souhaite le Maroc).

M. Guterres s'engage à relancer le processus des négociations avec « *une nouvelle dynamique et un nouvel esprit* ». Il veut une relance d'un processus permettant de mettre fin au conflit sur la base du « *réalisme et du compromis* » avec une nouvelle dynamique et un nouvel esprit pour parvenir à une solution politique mutuellement acceptable à la question du Sahara.

On notera que le terme de « réalisme » est précisément celui qui sous-tend le plan marocain d'autonomie et que les principales puissances (États-Unis, France, Grande-Bretagne et d'autres) ont toujours qualifié ce plan marocain de réaliste. C'est donc une piste majeure de sortie du conflit.

Il est notable que dans son rapport M Guterres se réfère plusieurs fois au discours du Roi Mohammed VI commémorant le 41ème anniversaire de la Marche Verte, le 6 novembre 2016. Il cite le Roi qui déclare que « *nos provinces du Sud (...) sont fortes par l'attachement de leurs enfants à leur marocanité et au système politique de leur pays* ».

M. Guterres fait aussi état de la déclaration du Roi selon laquelle les provinces du sud, grâce à leur modèle de développement et aux réalisations du Maroc, sont devenues « *un pôle de développement intégré et agissant dans son environnement régional et continental, et un axe pour la coopération économique entre le Maroc et sa profondeur africaine* ».

Donc, c'est le réalisme que M. Guterres entend faire prévaloir pour trouver une solution politique acceptable. Sans doute veut-il sortir de l'immobilisme et des positions ambiguës de son prédécesseur pour créer une nouvelle dynamique de paix.

En l'espèce, le réalisme c'est très précisément le plan marocain d'autonomie qui est la seule proposition sérieuse alors que la partie adverse, l'Algérie et le Polisario, ne propose qu'une option : l'aventure et l'enlisement dans un conflit sans fin qui menace la paix et la stabilité dans la région. Le plan marocain est un plan de sortie de crise. Il faut donc être clair, l'ONU doit prendre ses responsabilités et promouvoir des négociations pour la mise en place du plan marocain d'autonomie pour mettre un terme à un conflit artificiel qui n'a que trop duré.

**Charles SAINT-PROT**

*Directeur général de l'Observatoire d'études géopolitiques*